LE GOUVERNEMENT DES «TECHNOCRATES» S'ESSOUFFLE

Un vaste remaniement est prévu à la rentrée

Constitué dans une inhabituelle précipitation, au lendemain des présidentielles, le 5 mai dernier, l'actuel gouvernement Sellal s'essouffle déjà. Fortement dominé par des «technocrates», un tel exécutif s'avère plus un boulet pour le Premier ministre qu'un vrai gouvernement appelé à gérer le pays et à conduire des réformes dans une conjoncture particulière, tant au plan national que régional.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Avec la maladie du président, le Premier ministre se retrouve, de fait, aux premières lignes. Il doit ainsi combler le vide au plus haut sommet de l'Etat. Il doit aussi affronter l'opposition et les médias. Sans compter les autres charges classiques inhérentes à sa fonction. D'où la nécessité, pour lui, d'être entouré d'une vraie équipe gouvernementale».

Ce commentaire, d'une source proche de la présidence, donne déjà une idée sur le topo général. «A l'exception de quelques rares membres du gouvernement qui ont de la consistance et qui prennent des décisions à leur niveau respectif, l'écrasante majorité attend tout de Sellal.

Or , il faut l'entourer de personnalités qui soient visibles, d'abord, et qui se distinguent par une certaine carrure et un minimum en terme de parcours politique».

Le ton est donc donné : l'on prévoit un remaniement ministériel important à la rentrée. «Vers septembre ou octobre», nous confie-t-on de même source. Ce qui, d'ailleurs, était initialement prévu, avant même le remaniement surprise du 5 mai dernier. Et la tendance plaide en faveur d'un retour aux anciennes configurations des précédents gouvernements.

A savoir, un gouvernement majoritairement dominé par des hommes politiques, un personnel puisé des partis politiques ou, du moins, ayant un minimum de vécu politique au détriment des technocrates, des bureaucrates, des walis ou même, parfois, des membres du gouvernement dont les Algériens découvrent l'existence une fois nommés ministres !

Photo : NewPress

Sellal aurait besoin de personnalités éminentes.

Souvent choisis suivant des critères mystérieux, ces gens-là sont peut-être bons et utiles dans leurs fonctions d'origines respectives mais certainement pas comme membre d'un gouvernement censé gérer tout un pays.

«Il nous faut des ministres forts et agressifs, qui puissent occuper le terrain, tant politique que médiatique et qui puissent, en même temps conduire, chacun dans son domaine, les colossaux chantiers prévus pour les cinq années à venir». Si notre source reste très prudente sur les «noms» des partants et des arrivants, elle insiste en revanche longuement sur les profils recherchés : «ses personnalités éminentes, qui peuvent réellement aider l'actuel Premier ministre».

K. A.

PROJET DE RECONSTRUCTION D'UN CONSENSUS NATIONAL

Le FFS le défend et fait son éloge

Plus que le défendre, le FFS fait l'«éloge» de son projet de reconstruction du consensus national, seul à même, selon lui, de constituer l'unique alternative démocratique au système en place.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le plus vieux parti d'opposition passe à l'offensive dans l'effort de vulgariser son projet de reconstruction d'un consensus national. Une vulgarisation jusqu'ici un peu «soft», visiblement peu ou pas du tout productive. D'où le passage à une autre étape, plus agressive, celle-ci dans l'espoir de «vendre» l'option. Car sur le «marché», bien d'autres initiatives sont étalées, principalement celle du projet de révision constitutionnelle, lancée par le pouvoir et la transition démocratique initiée par la coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique.

Deux projets antinomiques qui, selon Ali Laskri, l'ancien Premier secrétaire national et membre de l'instance présidentiel du parti, qui s'exprimait, hier samedi, à l'ouverture d'une session ordinaire du conseil national du parti, ont été lancés dans la «précipitation», comme pour «court-cicuiter» et «chahuter», même s'il ne le dit pas expressément, le projet de conférence nationale de consensus. Mais cela n'a pas dissuadé le vieux front à prendre part et à la conférence nationale sur la transition démocratique de la CNLTD et aux concertations à la présidence de la République autour du projet de révision constitutionnelle.

Une position qui a intrigué plus d'un mais qui est, selon Laskri, «cohérente avec notre ligne politique et notre démarche, le parti s'étant fixé comme objectif, expliquera-t-il, la recherche et l'instauration d'un dialogue entre toutes les parties protagonistes, en vue d'atteindre les objectifs de la résolution du 5e congrès du parti. Et cela, ajoutera-t-il, sans avoir eu à rien «céder par rapport à la ligne politique et les objectifs de nos résolutions».

Photo : DR

Le parti de Laskri privilégie le dialogue entre toutes les parties protagonistes.

Et à l'autre membre du présidium du FFS d'être plus «précis» et plus «direct» dans son effort de distinguer le projet du front des autres options plaidées ici et là. «Notre initiative n'est pas similaire aux autres et ne se substitue pas à une autre car elle n'est pas construite unilatéralement et n'exclut personne, ni le pouvoir ni l'opposition», dira Mohand-Amokrane Chérifi, qui présentait à l'occasion un large exposé sur les modèles internationaux de consensus. A l'inverse, poursuivra-t-il, de l'option de transition démocratique dont les porteurs excluent, selon lui, «le pouvoir et du pouvoir qui fait peu de cas de l'opposition».

Et d'estimer qu'au FFS, «on n'est pas des amateurs», expliquant la double participation du vieux front aux conciliabules autour du projet de révision constitutionnelle et au rendez-vous de Zéralda du 10 juin écoulé par le souci de «montrer notre capacité à parler avec tous, en toute confiance à l'effet de faciliter les échanges».

Pour Chérifi, qui qualifie le projet de consensus national de «première dans les annales politiques du pays et qui «ouvre une nouvelle ère dans les démarches politiques», la volonté politique du pouvoir «s'impose» car «aucun processus de consensus ne peut aboutir sans le pouvoir en place». D'où le distinguo qu'il fait de la démarche de la CNLTD qui, dans une première phase, exclut toute implication du pouvoir, privilégiant de souder d'abord et au mieux l'opposition, pour créer le rapport de forces nécessaire à même de ramener justement ce même pouvoir à se mettre de la table. Car on voit mal le pouvoir décider, comme par enchantement et d'un «coup de tête», d'un dialogue national sans arrière-pensée de consolider ses positions. son règne, comme le reconnaîtra d'ailleurs, Chérifi, qui dira que la «quasi-majorité des consensus de par le monde ont été l'œuvre des systèmes en place pour se pérenniser, consolider et asseoir davantage leurs pouvoirs».

M. K.

Mohamed Nebbou, nouveau premier secrétaire

Dans un communiqué rendu public hier, le FFS informe qu'il a été procédé à la désignation d'un nouveau premier secrétaire.

«En application des statuts du parti et du principe d'alternance démocratique, l'instance présidentielle a décidé de nommer le camarade Mohamed Nebbou, actuel secrétaire national chargé des fédérations et député d'Alger, comme premier Secrétaire national en remplacement du camarade Ahmed Betatache, appelé à d'autres responsabilités au sein du parti. Cette décision prend effet à compter du 9 août 2014», peut-on lire dans le document du FFS.

Par ailleurs, la direction du parti «exprime sa haute appréciation et sa reconnaissance au camarade Ahmed Betatache pour le travail accompli comme premier Secrétaire national».